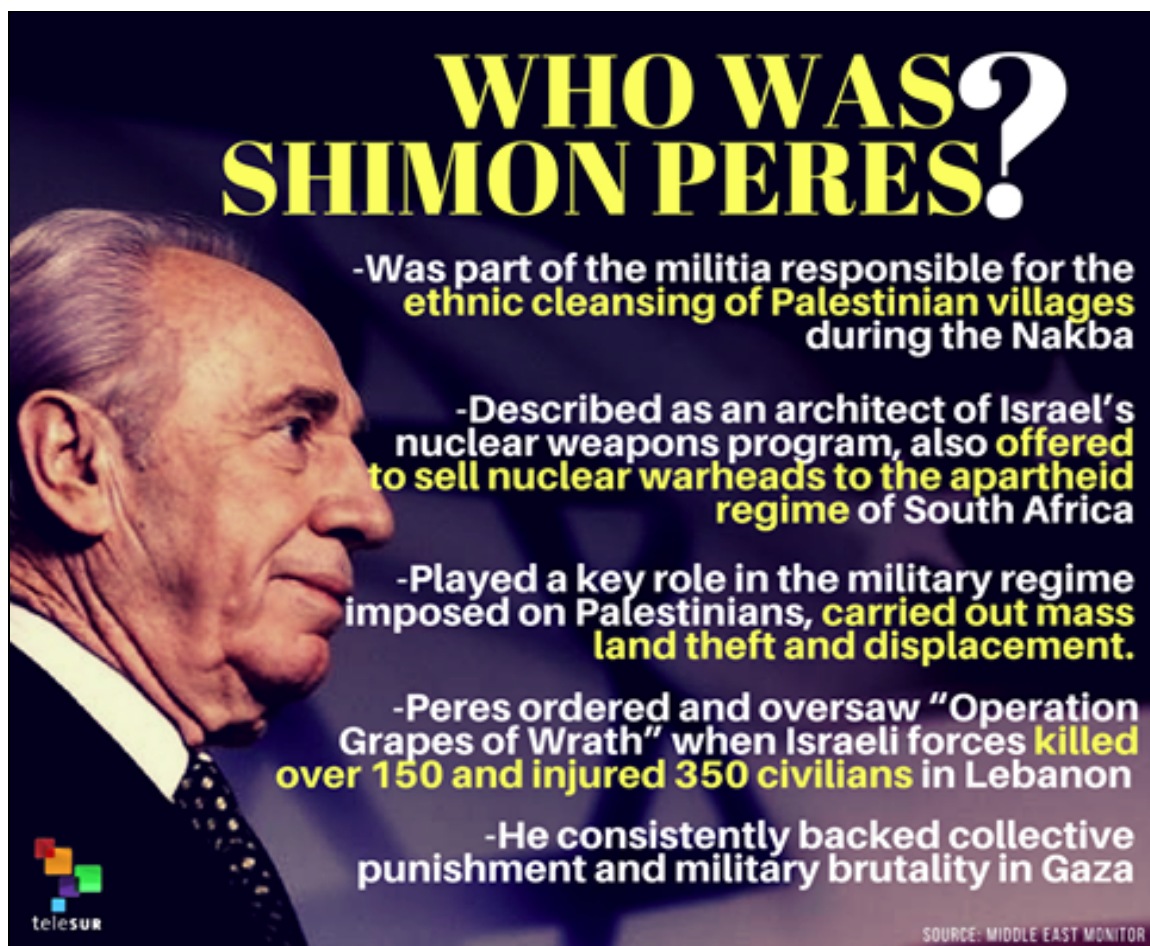


Numéro 127 - 5 octobre 2016

Décès de l'ancien président israélien Shimon Peres

Un criminel de guerre présenté comme un pacifiste

- Tony Seed -



Décès de l'ancien président israélien Shimon Peres

• Un criminel de guerre présenté comme un pacifiste - Tony Seed

Non à la participation du Canada au changement de régime dirigé par les États-Unis contre la Syrie!

• Non à l'usage de la force, de la provocation et du terrorisme d'État
• Condamnons les frappes criminelles des États-Unis en Syrie - Voice of Revolution

- **Ne touchez pas à la Syrie! États-Unis, hors du Moyen-Orient! - *United National Anti-War Coalition (États-Unis)***
- **Les «Casques blancs» : un groupe suspect proposé pour le Prix Nobel de la paix**

Appuyons tous le droit d'être des nations autochtones

- **La réconciliation doit être plus que symbolique - *Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique***
- **Les 15 accusés Onondaga face à des machinations dans leur lutte pour obtenir réparation de l'État de New York**
- **Les Sioux Standing Rock au Dakota du Nord défendent fermement les droits émanant de traités**

Résistance militante à la criminalisation de la lutte du peuple pour ses droits aux États-Unis

- **Salut à la résistance contre la tuerie policière et l'impunité à Charlotte - *Voice of Revolution***

Décès de l'ancien président israélien Shimon Peres

Un criminel de guerre présenté comme un pacifiste

- Tony Seed -

Il est répugnant de voir que d'une manière apparemment coordonnée tous les chefs de l'OTAN présentent le criminel de guerre chevronné Shimon Peres comme un pacifiste. Le président des États-Unis, Barack Obama, va jusqu'à déclarer qu'il y a peu de gens comme lui « avec qui nous avons partagé ce monde qui ont changé le cours de l'histoire humaine, non seulement grâce à leur rôle dans les événements humains, mais parce qu'ils élargissent notre imagination morale et nous obligent à attendre plus de nous-mêmes ». Il est révoltant de voir tous les grands partis au Canada s'associer à ces louanges. Quelle est l'essence de leur deuil ? Les déclarations du premier ministre Justin Trudeau sont un exemple de l'ignorance de l'histoire et de la mentalité raciste exhibées en cette occasion. « Shimon Peres était par-dessus tout un homme de paix et un homme dévoué au bien-être du peuple juif », a-t-il dit. Il est allé en Israël assister aux funérailles d'État. Le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, la chef par intérim du parti conservateur et de l'opposition officielle, Rona Ambrose, et le gouverneur général, David Johnston, ont tous fait des déclarations et les médias monopolisés se sont tous lancés dans une hagiographie uniforme qui regorge de falsifications de l'histoire.

Ce n'est pas que les libéraux de Trudeau et les autres gouvernements de l'OTAN et les médias qui font fi des crimes de guerre de Shimon Peres ne connaissent pas ses crimes de guerre. Ils savent, mais leur mentalité raciste et leur poursuite d'édification d'empire les empêchent de penser aux victimes, comme, par exemple, celles du massacre de Cana, les 106 victimes civiles, principalement des femmes et des enfants, qui s'étaient réfugiées dans un camp des Nations unies, et de porter des accusations des crimes de guerre. Les criminels de guerre et ceux qui participent à des crimes contre l'humanité et contre la paix ne s'inculpent pas eux-mêmes et ne pleurent pas les victimes.

En Occident, Peres parlait de paix et d'un « nouveau Moyen-Orient ». Il a été récompensé par un Prix Nobel de la paix en 1994 après les tractations de couloir qui sont devenues tristement célèbres sous le nom des « Accords d'Oslo » (la non-solution biélatique), mais, en 1996, il a

ordonné le massacre de civils à Cana et dans tous les camps de réfugiés et villages du Liban dans le cadre de l'opération Raisins de la colère (le nom donné à l'attaque israélienne).

Ce que les Israéliens ont fait à Cana sur les ordres de Peres, et que l'ONU a confirmé, et comment ils ont ensuite menti et essayé de tromper le monde entier, est un exemple particulièrement odieux des massacres des dizaines de milliers de civils perpétrés par les Israéliens depuis la première guerre israélo-arabe en 1948, de l'engagement de leur patron américain à semer la mort et la destruction, et du modus operandi que nous voyons se produire aujourd'hui à Alep, contre la Syrie et le peuple syrien.

Des civils libanais ont été intentionnellement ciblés et des bombes américaines ont été larguées avec une précision absolue sur des innocents. Selon le site Internet officiel des Forces aériennes israéliennes (en hébreu, pas en anglais), l'opération comprenait « le bombardement massif des villages chiites du Sud-Liban afin de provoquer un exode de civils vers le Nord, en direction de Beyrouth, appliquant ainsi des pressions sur la Syrie et sur le Liban afin qu'ils freinent le Hezbollah ». Rien n'a été laissé qui tienne, pas une seule brique, et encore moins le drapeau de l'ONU qui était censé protéger les malheureux habitants du camp. Des responsables et des employés de l'ONU ont aussi été tués au cours de ce bombardement, mais l'ONU n'a pas émis la moindre protestation parce que les États-Unis ont utilisé leur veto pour bloquer toute condamnation officielle de cet acte de barbarie par les Nations unies.



Protestation de Chadia Bitar en 2003 contre la visite de Shimon Peres à Dearborn au Michigan pour y recevoir le Prix Faiseur de paix John P. Wallach. Les deux jeunes fils de Chadia Bitar sont parmi les 106 civils qui ont été tués par les bombes israéliennes à Cana au Liban en avril 1996. Peres était premier ministre d'Israël au moment du bombardement.

Mais le massacre de Cana n'a pas été un crime exceptionnel perpétré sous la responsabilité de Peres, et le Hezbollah ne peut servir de justification. Peres a été ministre de la Défense dans le premier gouvernement de Rabin en 1974. Sous Peres, Israël a changé sa justification pour tuer sans pitié les non combattants palestiniens et libanais dans des attaques aériennes : s'il s'agissait auparavant de « représailles », c'était maintenant de la « prévention », et c'est ainsi qu'on a formulé les théories des frappes de « représailles » et des frappes « préventives » contre des cibles civiles palestiniennes et libanaises.[1] Sous Peres, l'armée de l'air a commencé à bombarder sans pitié tous les jours des dizaines de villages au Sud-Liban - ainsi que des villes et des ports syriens (Latakia, Tartous et Baniyssa) - avant d'occuper la région et de l'annexer en 1978 avec 30 000 soldats, déplaçant plus de 250 000 personnes, au nom de l'expansion du « Grand Israël ».[2]

Les libéraux ont créé une image fantasmée d'Israël qui ne ressemble en rien à la réalité, même à la réalité de leur « peuple juif » inventé. La plus grande expansion des colonies illégales en Palestine occupée s'est faite sous les « libéraux » Peres et Rabin, pas sous Netanyahou. Après la guerre de 1967, Peres a défendu la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza et dans les années 1970 alors qu'il était ministre de la Défense pour établir les premières colonies de peuplement dans le nord de la Cisjordanie. Son slogan était : « Des colonies de peuplement partout » dans le but de «

judaisier » la Galilée. Après avoir joué un rôle clé dans les premiers jours de ces colonies de peuplement, Peres est intervenu dans les années suivantes pour saper toutes les mesures, même les plus modestes, qui visaient à limiter les colonies illégales - toujours, bien sûr, au nom de la protection « des négociations de paix ».



De gauche à droite: le chef sud-africain de la propagande Eschel Rhodie, le premier ministre d'Israël Yitzhak Rabin, le chef sud-africain du renseignement Hendrik van den Bergh et le ministre israélien de la Défense Shimon Peres à la résidence du premier ministre à Jérusalem le 11 avril 1975

Les mentalités racistes et la poursuite d'édification d'empire de ces libéraux les empêchent de pleurer les victimes de massacres et de condamner les crimes contre la paix et l'humanité. Peres était un sioniste libéral autoproclamé, un dirigeant du parti travailliste, qui commandait la Haganah. Cette organisation a été la principale responsable de plus de 40 massacres (documentés) et du nettoyage ethnique de villages palestiniens en 1947-49, au cours de la Nakba. Peres a toujours insisté pour dire que les forces sionistes « ont défendu la pureté des armes » lors de la création de l'État d'Israël. [3] Il a aussi déclaré qu'avant la création d'Israël, « il n'y avait rien ». [4]

Les libéraux font l'éloge de Peres parce qu'il s'est opposé à l'armement nucléaire de l'Iran, une autre invention de l'esprit, et parce qu'il a défendu la position des États-Unis, mais ils « oublient » que ce même pacifiste, directeur général du ministère israélien de la Défense, puis vice-ministre de la Défense de 1953 à 1965, a été « un architecte du programme d'armement nucléaire d'Israël » à Dimona, qui jusqu'à ce jour « échappe à l'examen de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ». [5] Par ailleurs, cette colombe a aussi été un architecte de l'alliance nucléaire avec l'Afrique du sud raciste et fasciste. Le 31 mars 1975, comme le montrent les procès-verbaux, Peres s'est entretenu avec le ministre de la Défense sud-africain, PW Botha, et « a offert de vendre des ogives nucléaires au régime de l'apartheid ». Le *Guardian* de Londres a souligné que « quelques semaines avant que Peres fasse son offre, les ministres de la Défense des deux pays ont signé une entente secrète qui définissait les termes de leur alliance militaire appelée Secment. Cette entente était tellement secrète que son texte comprenait le démenti de son existence : ' il est expressément convenu que l'existence même de cet accord... doit être tenue secrète et ne doit pas être divulguée par l'autre partie'. » L'accord stipulait également qu'aucune des parties ne pourrait y renoncer unilatéralement. En 1986, Peres a autorisé l'enlèvement à Rome par le Mossad de Mordechai Vanunu, le dénonciateur de l'existence du programme nucléaire israélien. [6]

Ce promoteur d'un « nouveau Moyen-Orient » a comploté avec les puissances coloniales britannique et française lors de l'Invasion tripartite de l'Égypte en 1956, qui a provoqué la crise de Suez. Pour donner un prétexte à l'« intervention » anglo-française pour s'emparer du Canal de Suez, Israël a envahi le Sinaï. C'est la division impérialiste des peuples arabes pour protéger cette voie maritime stratégique vers l'Asie qui est la raison d'être du soutien impérialiste au projet sioniste.

Les actes et la tendance idéologique représentés par les dirigeants du sionisme travailliste ont pavé la voie au Likoud, Sharon et Netanyahou de la tendance terroriste du sionisme révisionniste et à l'Irgoun « radicale » de Jabotinsky : l'alliance libérale-fasciste. Aujourd'hui, ils sont impossibles à distinguer. Après que Peres ait perdu devant Netanyahou lors des élections de 1996 (Peres, en fait, n'a jamais gagné une seule élection), il est devenu le gant de velours de la main de fer et lors

de la deuxième Intifada il a donné un vernis de respectabilité internationale aux gouvernements de droite de Sharon qui ont écrasé les dirigeants palestiniens et construit le mur d'acier et de béton qui serpente la Cisjordanie. En 2005, cet opportuniste a déserté le Parti travailliste et rejoint le nouveau parti de centre-droit Kadima de Sharon. De 2007 à 2014, il a été le neuvième président d'Israël. Comme ambassadeur mondial d'Israël, Peres a systématiquement appuyé le châtimement collectif illégal et la brutalité militaire, et a affirmé la supériorité naturelle de l'État sioniste égocentrique dans la langue d'un revanchard médiéval :

- Par exemple, en janvier 2009, malgré les appels « des organisations israéliennes des droits de l'homme... pour que l' 'Opération Plomb durci' soit stoppée », Peres a qualifié « la solidarité nationale derrière l'opération militaire » d'« heure de gloire d'Israël ». Selon Peres, l'objectif de l'assaut « était de porter un coup violent à la population de Gaza afin qu'elle perde son goût de tirer sur Israël ».

- Lors de l'« Opération Pilier de défense » en novembre 2012, Peres « s'est chargé d'aider l'effort de relations publiques israélien et a transmis aux dirigeants du monde la narration israélienne », écrit Ynetnews. À la veille de l'offensive d'Israël, « Peres a averti le Hamas que s'il veut une vie normale pour la population de Gaza, il doit alors cesser les tirs de roquettes sur Israël ».

- En 2014, lors d'un bombardement sans précédent de la bande de Gaza, Peres est allé une fois de plus camoufler les crimes de guerre. Après que les forces israéliennes aient tué quatre petits enfants qui jouaient sur une plage, Peres savait qui blâmer : les Palestiniens. « Nous avons averti que cet endroit allait être bombardé, a-t-il dit. Et malheureusement, ils n'ont pas éloigné les enfants. »

- Quelques années auparavant, Peres avait déclaré que les Palestiniens « s'autovictimisent ». Il a dit : « Ils se victimisent. Ils sont victimes inutilement de leurs propres erreurs. » Cette condescendance cruelle caractérisait cet homme pour qui « la paix » a toujours signifié la pacification coloniale ou le génocide.[7]

Une « amitié » sans principe

Shimon Peres est salué par les libéraux et les conservateurs comme « un ami du Canada ». Les Canadiens ne peuvent qu'avoir un mépris pour des « amis » comme celui-là. Cette interprétation de l'amitié doit être remise en question. L'amitié véritable dans les rapports internationaux doit être basée sur les principes. L'absence de principes modernes et d'une primauté du droit dans les rapports internationaux sert l'agression injustifiée, les guerres préventives et l'édification d'empire. Quels exemples donne-t-on de cette amitié ? Selon le *Globe and Mail*, « monsieur Peres a réussi à négocier l'achat d'un surplus de canons du Canada en 1951 (malgré l'existence d'un embargo sur la vente d'armes à Israël ou à ses ennemis parmi les pays arabes) et a même trouvé un Canadien juif sympathique, Sam Bronfman, pour les payer ».[8]

Le contexte historique de cette « amitié » est oublié et considéré comme sans importance, car on ne cherche qu'une validation anticonsciente de la loi du plus fort. Durant cette période, la Force aérienne d'Israël a poursuivi un bombardement sans répit des camps de réfugiés sans défense en Jordanie, au Liban et en Syrie, au nombre des pires crimes de guerre commis par Israël. Ces attaques sont caractérisées par le fait qu'elles font peu de victimes parmi les combattants palestiniens pour la liberté, mais infligent des pertes massives à la population non combattante.[9] Et où a mené cette « amitié » basée sur la loi du plus fort ? Le 22 septembre 1956, en plein coeur de la crise du Canal de Suez, le premier ministre canadien, Louis Saint-Laurent, a annoncé la vente à Israël de 24 avions de combat canadiens de type Sabre pour le compte des États-Unis, à peine cinq semaines avant l'invasion tripartite de l'Égypte le 29 octobre. Ces gestes d'« amitié »

ont mené à la création du mythe du Canada en tant que force de « maintien de la paix » sous Pearson, lequel mythe les libéraux de Justin Trudeau s'efforcent désespérément de ranimer. C'est à cela que servent leurs éloges de Shimon Peres.[10] Cette histoire en tant que telle sert à justifier l'agression aujourd'hui car les raisons de l'époque ont été discréditées. Cette « amitié » sert à couvrir la participation directe et l'aide du Canada à l'agression, l'intervention et la subversion impérialistes et sa participation à la guerre impérialiste.

Le 29 juillet 2006, durant la quatrième guerre d'agression sioniste contre le Liban et dix ans après ce premier horrible massacre, des obus à guidage de précision de 230 kg, de fabrication américaine, ont recommencé à pleuvoir sur Cana, largués par des avions américains pilotés par des soldats israéliens avec une précision absolue. Cinquante-quatre villageois ont été tués d'une seule frappe. Parmi les victimes du deuxième massacre se trouvait un casque bleu canadien, le major Paeta Hess-von Kruedener, un des quatre observateurs militaires non armés de l'ONU qui ont péri dans le bunker d'un immeuble de l'ONU.[11] Deux semaines auparavant, le 16 juillet, plusieurs Canadiens d'origine libanaise avaient été tués lors d'un bombardement aveugle.

Mais le premier ministre du Canada Stephen Harper et d'autres ont salué devant les caméras le « sens de la mesure » de la « réponse défensive proportionnelle » d'Israël. Cette réaction du premier ministre canadien était par contre tout à fait logique, quand on sait que l'avion et les obus provenaient des États-Unis et que les pilotes avaient été formés au Canada. En mai et juin 2005, des pilotes israéliens ont été formés à bord d'avions F-16 dans le cadre d'un exercice militaire américain Maple Flag 2005, tenu à Cold Lake en Alberta sous les auspices du ministre libéral canadien de la Défense, Bill Graham, pour la première fois en 38 rencontres de l'exercice Maple Flag. Le Canada a d'ailleurs demandé à la Force aérienne d'Israël de rester deux semaines de plus à Cold Lake. (Le Qatar et les Émirats arabes unis avaient envoyé des « observateurs ».) La première cible des F-16 fut l'école élémentaire Al-Arqam à Gaza en octobre, à peine cinq mois plus tard. Les porte-parole de l'armée israélienne ont répété sans cesse que des combattants de la résistance à l'occupation et à l'agression israéliennes se trouvaient dans le sud du Liban, combattants que Washington, Ottawa et la « presse » à leur solde ont étiquetés comme « terroristes », ce qui était ni plus ni moins qu'une carte blanche pour bombarder des populations entières sans la moindre discussion.[12] Un porte-parole de l'armée israélienne a dit au journaliste canadien Jon Elmer que le massacre de l'école de Gaza était justifié parce qu'on « y formait la prochaine génération de combattants du Hamas ».

Cela ne fait pas honneur au gouvernement du Canada de présenter un homme comme Shimon Peres comme un exemple à suivre et un homme d'État modèle. Les peuples du monde ont une énorme dette envers les peuples de Palestine et du Levant pour leur courage et détermination à résister à l'empire le plus destructeur que le monde ait connu. Des peuples anciens résistent à l'annexion et défendent leur souveraineté contre des assassins américains et sionistes. Les peuples sont guidés par le principe de la souveraineté et du droit de décider de leurs affaires, sans le diktat et l'occupation militaires de l'empire américain.

Les libéraux de Justin Trudeau pleurent la mort de ce gant de velours que fut Shimon Peres en disant qu'« il était avant tout un homme de paix » parce qu'eux aussi ont revêtu l'uniforme du « maintien de la paix » pour camoufler et justifier l'expansion sans précédent de la présence militaire canadienne au Moyen-Orient. Justin Trudeau sert de gant de velours pour cacher le poing de fer du néolibéralisme et de la guerre des impérialistes américains sous le commandement de la présidente de guerre désignée Hillary Clinton.

Honte aux partis politiques qui sont dans le déni complet devant les tueries racistes dont les Palestiniens font l'objet, le refus brutal du droit de retour, le ciblage et le piégeage des musulmans, les attaques contre les travailleurs immigrants, les politiques de payer les riches, les préparatifs de

guerre massifs et l'histoire elle-même.

Notes

1. « Le 2 décembre 1975, trente avions de combat israéliens ont bombardé et mitraillé des camps de réfugiés palestiniens et des villages avoisinants au Liban, tuant 92 personnes [...] Des porte-paroles du gouvernement israélien ont dit que l'opération était à des fins préventives, pas punitives. » (*New York Times*, 3 décembre 1975, cité dans l'Encyclopedia of Palestine, chapitre 31)
2. « Here to Stay : A Timeline of Palestine », Dossier on Palestine, p. 55
3. « Peres Extends Holiday Wishes to Nation as Israel Turns 65 », *Haaretz*, 16 avril 2013
4. Dans une entrevue à la presse israélienne à la veille du « Jour de l'indépendance » d'Israël, Shimon Peres a dit : « Je me souviens comment tout cela a commencé. L'ensemble de l'État d'Israël est un millimètre de l'ensemble du Moyen-Orient. Une erreur statistique, terre aride et décevante, les marais dans le nord, le désert dans le sud, deux lacs, l'un mort et une rivière surfaite. Aucune ressource naturelle en dehors de la malaria. Il n'y avait rien ici. Et nous avons maintenant la meilleure agriculture au monde. C'est un miracle : un pays construit par des gens. » (Maariv, 14 avril 2013) Cité par Ilan Pappé, « Quand le déni israélien de l'existence palestinienne devient génocidaire », *Electronic Intifada*, 20 avril 2013
5. « Shimon Peres : Israel war criminal whose victims the West Ignored », *Middle East Monitor*, 28 septembre 2016
6. Chris McGreal, « Revealed : how Israel offered to sell South Africa nuclear weapons », *The Guardian*, 24 mai 2010
7. *Middle East Monitor*
8. Patrick Martin, « Shimon Peres, Israel's hidden hawk, was the fater of a nation's military might », *Globe and Mail* , 28 septembre 2016 (En fait, Bronfman n'a contribué qu'un million de dollars.)
9. Le 5 avril 1951, le porte-parole de l'armée israélienne, le lieutenant-colonel Moshe Pearlman, a annoncé que la Force aérienne israélienne avait bombardé des positions à l'intérieur de la Syrie à titre de « représailles ». Beaucoup de vieillards, femmes et enfants ont été blessés dans le village d'El Harnma. Le 9 avril, les États-Unis ont réprimandé Israël pour son bombardement aérien en territoire syrien en disant que ce n'était « aucunement justifié ». Le gouvernement britannique s'est joint aux États-Unis dans leurs représentations auprès d'Israël. De plus, le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Moshe Sharett, avait tout tenté pour faire échouer un plan conçu par David Ben Gourion et Moshe Dayan pour « acheter » un officier chrétien maronite qui devait ensuite « inviter » l'intervention israélienne dans les affaires du Liban et permettre ainsi à Israël d'établir son contrôle du Liban. Le plan a été mis en oeuvre plus tard. (*The Middle East Journal* , 1951, volume 5, no. 3, cité dans Encyclopedia of Palestine, chapitre 31)
10. « The Suez Crisis of 1956 : Canada the peacemaker -- a myth », *Voice of the People*, revue nationale du Front du peuple, vol. 3 no. 4, juillet-août 1984, pages 31-34
11. « Harper a décidé de camoufler l'affaire car c'était trop embarrassant ; Israël ne coopérerait pas avec l'enquête sur ce qui s'est produit. » (« Israel IDF kills a Canadian peacekeeper, Harper Makes DND hide the report », Nadine Lumley, 7 décembre 2014)

12. « La terreur libanaise frappe chez nous », titre le *Toronto Star* dans son édition du 17 juillet 2006. « Des Canadiens ont été tués dans des feux croisés dans des combats contre le Hezbollah », lisait-on dans l'édition du 18 juillet du *Globe and Mail*. On présentait l'affaire comme si des Canadiens d'origine libanaise fuyaient une catastrophe naturelle, pas une campagne de châtement collectif entièrement cautionnée par le gouvernement Harper.

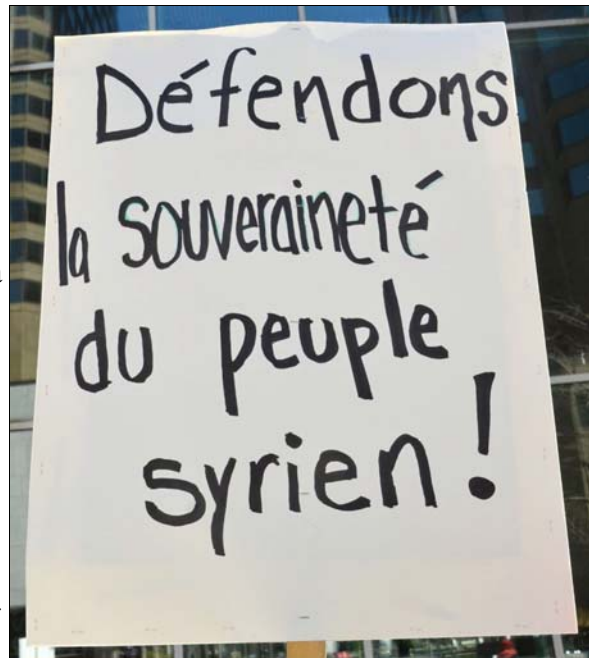


Non à la participation du Canada au changement de régime dirigé par les États-Unis contre la Syrie!

Non à l'usage de la force, de la provocation et du terrorisme d'État

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne l'escalade du recours à la force, à la provocation et au terrorisme d'État de l'impérialisme américain et de ses agents en Syrie visant à saborder toute solution politique au conflit. Cela comprend le décès, le 17 septembre, de plus de 82 soldats syriens tués par des frappes aériennes des États-Unis. Le PCC(M-L) condamne également les attaques deux jours plus tard contre des véhicules d'aide humanitaire des Nations unies et du Croissant rouge syrien où 21 civils ont été tués ainsi qu'une provocation semblable le 20 septembre où 20 travailleurs humanitaires des organisations internationales médicales et humanitaires ont subi le même sort.

Le PCC(M-L) condamne aussi l'appui du gouvernement du Canada à la politique américaine en Syrie et l'esprit qui l'anime, qui n'a rien d'humanitaire. Alors que le ministre des Affaires étrangères du Canada et la ministre du Développement international ont dénoncé les tueries du 19 et du 20 septembre perpétrées par des coupables non identifiés, le gouvernement n'a rien dit de la mort des soldats syriens tués par les États-Unis. Un des rôles du Canada en Syrie dans le contexte du « prolongement de la mission contre l'EI » des libéraux est d'identifier des cibles pour faciliter les frappes des États-Unis et d'autres membres de la coalition. Le gouvernement Trudeau n'a émis aucun communiqué suite aux meurtres avoués de civils en Syrie par la coalition dirigée par les États-Unis.



Le mépris total des impérialistes américains pour la vie humaine se reflète aussi dans l'imposition ininterrompue par les États-Unis, l'Union européenne et le Canada, entre autres, de sanctions brutales contre la Syrie et contre son peuple. Un rapport interne de l'ONU dont *The Intercept* a obtenu copie soulignait, le 28 septembre, que les sanctions sont « particulièrement dures, 'affectant surtout les opérations d'aide humanitaire' ». Elles ont rendu « le transfert de fonds vers le pays presque impossible » tandis que « tout item ayant un contenu américain de 10 % et plus, y compris les appareils médicaux, est interdit... » Les Nations unies affirment que les sanctions « ont contribué à des prix de combustible deux fois plus élevés et à une baisse de 40 % de la production de blé depuis 2010, engendrant une hausse du

prix du blé de 300 % et du prix du riz de 650 % » et qu'elles constituaient le « facteur principal » de l'érosion du système de santé en Syrie ». *The Intercept* note aussi qu'en 2013 les sanctions ont été allégées dans les régions tombées entre les mains des rebelles, et qu'au même moment, la CIA a commencé à expédier des armes au rythme de 1 milliard \$ par année aux groupes terroristes.

Même s'ils prétendent tout faire pour que cessent les hostilités en Syrie, les États-Unis n'ont pas abandonné leur objectif de changement de régime dans ce pays. D'ailleurs, ils ont de plus en plus recours aux actes de provocation et au terrorisme d'État. Le meurtre de soldats syriens au moyen de frappes qui ont duré plus d'une heure a grandement aidé les combattants de l'ÉI, puisque ce dernier a réussi à saisir une position importante de l'armée syrienne. Les attaques contre des convois d'aide humanitaire appuyée par le gouvernement syrien qui avait autorisé ces convois à transiger sur son territoire ont été manipulées par les États-Unis dans le but de dépeindre les efforts de la Syrie pour libérer Alep et ses habitants de groupes terroristes comme une agression. L'ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Samantha Power, a confirmé ces assertions avec ses commentaires à l'emporte-pièce à l'effet qu'elle tenait la Russie responsable et que, selon elle, l'objectif du gouvernement syrien était de « conquérir militairement jusqu'au dernier pouce carré de la Syrie ».



Les soldats et les aéronefs des États-Unis et d'autres pays opèrent en Syrie en pleine violation de la souveraineté de ce pays et sans l'autorisation de la République arabe syrienne. Ces derniers mois, les États-Unis et les forces spéciales britanniques ont été photographiés en Syrie bien intégrés aux escouades de la mort antigouvernementales qu'ils appellent communément « rebelles modérés ». Les États-Unis ont déclaré une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie et les aéronefs syriens doivent l'éviter au risque de se faire descendre. Le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, un membre de l'OTAN, a annoncé le 24 septembre que des troupes turques allaient pénétrer davantage en Syrie pour y établir une « zone de sécurité de facto de 5 000 kilomètres ». Les agences de nouvelles annoncent que les

États-Unis cherchent à empêcher coûte que coûte la libération d'Alep, et qu'ils se préparent à « inonder » les zones contrôlées par les rebelles d'armes antiaériennes, même s'ils avouent qu'il existe un danger que ces armes « se retrouvent entre mauvaises mains ».

Il devient clair que les contradictions s'exacerbent à l'échelle internationale et posent de sérieux dangers au peuple syrien comme aux peuples du Moyen-Orient et du monde. Il devient de plus en plus évident que les impérialistes américains ne s'arrêteront devant rien pour empêcher qu'une résolution du conflit en Syrie ne se réalise au détriment de leurs aspirations géopolitiques de domination. Avec en surcroît une intensification du terrorisme d'État et d'actes de provocation des États-Unis, il devient aussi de plus en plus clair que le peuple ne peut remettre son sort entre les mains des grandes puissances ni compter sur elles pour défendre la paix. Le temps est venu pour les Canadiens de préparer les conditions pour un gouvernement antiguerre qui sera un facteur pour la paix sur le plan international.

Le PCC(M-L) appelle tous les Canadiens à exiger que le gouvernement du Canada s'oppose à l'agression des États-Unis contre la Syrie et qu'il dénonce son ingérence dans les affaires

souveraines de la Syrie, y compris son appui aux groupes antigouvernementaux ainsi que son appui militaire à la mission des États-Unis et de l'OTAN en Irak et en Syrie. Le Canada doit aussi mettre fin à toutes sanctions contre la Syrie et restaurer les relations diplomatiques avec son gouvernement. Le PCC(M-L) appelle tout le monde à s'opposer aux provocations, au terrorisme d'État et à la désinformation qui visent à ouvrir la voie à la guerre et au changement de régime, et à défendre sans réserve la souveraineté de la Syrie.

Défendons la souveraineté de la Syrie !

États-Unis hors de la Syrie !

Non aux provocations et au terrorisme d'État dans le but d'un changement de régime !



Condamnons les frappes criminelles des États-Unis en Syrie

- Voice of Revolution -

Le 18 septembre, les États-Unis ont mené des frappes qui ont tué près de 82 soldats de l'Armée arabe syrienne (AAS) en plus d'en blesser une centaine. Les Syriens combattaient l'EI près de Deir-ez-Zor. Les frappes n'ont tué aucun membre de l'EI. Par contre, elles ont permis à celui-ci de prendre d'assaut les positions de l'AAS sur le sommet des collines et d'en prendre le contrôle. Les États-Unis ont mené ces frappes en dépit de l'élaboration d'un cessez-le-feu et même d'actions conjointes prévues le 20 septembre avec la Russie, envenimant de ce fait les tensions avec ce pays.

La Russie a demandé une réunion d'urgence au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). L'ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Samantha Power, a rejeté tout effort pour en arriver à une solution diplomatique et a refusé de tenir les États-Unis responsables. Power a quitté la salle de réunion pendant que l'ambassadeur russe donnait son discours et a aussitôt déclaré aux journalistes que la réunion du CSNU n'était qu'un coup monté. Ces agissements de la part de Power rendent encore moins crédibles les «



regrets » exprimés par les États-Unis suite aux frappes. Pourquoi ne pas corriger l'erreur par le biais de mesures diplomatiques et en retirant les troupes américaines ? C'est ce qui contribuerait réellement à mettre fin au conflit et à respecter le droit des Syriens de décider eux-mêmes de leur gouvernement. L'agression des États-Unis contre la Syrie, comme les agressions contre l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, tout comme l'appui des États-Unis aux agressions israéliennes dans la région, n'ont d'aucune façon contribué à la paix ni à la sécurité des Syriens. Au contraire, la situation des peuples de tous ces pays s'est grandement détériorée suite aux agressions commises par les États-Unis.

Si les peuples du monde ont déclaré suite à la Deuxième Guerre mondiale et à leur victoire contre le fascisme que l'agression constituait un crime, c'est parce qu'en effet, l'agression mène à la guerre et à la destruction. En raison de l'instabilité dans la région due grandement à l'agression américaine, le danger d'une guerre mondiale est encore plus réel.

Pour contribuer à la paix, il faut exiger le retour au pays de toutes les troupes américaines. Les Syriens sont un peuple d'une grande culture et aux traditions millénaires. Ils ont le droit de se gouverner eux-mêmes et de le faire libres de toute ingérence des États-Unis. La revendication qui est devant Obama, Clinton et Trump est de mettre fin aux guerres américaines immédiatement et de respecter les droits des peuples. La défense des droits de tous sera la source de sécurité au pays et à l'étranger.

** Voice of Revolution est une publication de l'Organisation des marxistes-léninistes des États-Unis. Traduit de l'anglais par LML.*



Ne touchez pas à la Syrie! États-Unis, hors du Moyen-Orient!

- United National Anti-War Coalition (États-Unis) -

La cessation des hostilités telle que négociée par les États-Unis et la Russie s'est effondrée en Syrie. Les États-Unis sont intervenus directement de sorte à miner toute possibilité d'un cessez-le-feu réussi. Le 18 septembre, des forces militaires américaines -- quatre avions suivis de deux hélicoptères -- ont attaqué un avant-poste de l'Armée arabe syrienne (SAA) près de Deir ez-Zor, tuant au moins 82 soldats et en blessant une centaine, tout en détruisant leur équipement. Il devait y avoir une opération conjointe contre l'EI, mais cette attaque a plutôt permis aux combattants de l'EI de prendre d'assaut la position de l'AAS et de prendre le contrôle du sommet des collines où celle-ci était en avant-poste.

Peu après cette attaque sans précédent contre l'Armée arabe syrienne par les États-Unis, Israël a à son tour lancé une attaque contre les positions de l'AAS au Golan où les Syriens étaient en train de combattre Al Nusra, tuant et blessant plusieurs autres soldats syriens. Les États-Unis prétendent que l'attaque est un accident. Malgré cet accident, les alliés des États-Unis, l'Australie, le Danemark et la Grande-Bretagne, ont tous confirmé qu'ils avaient bel et bien pris part aux attaques, affirmant par le fait même que tous ces pays participent aux tueries impérialistes. Les frappes des États-Unis contre des positions de l'armée du gouvernement syrien dans la ville de Deir ez-Zor constituent une dangereuse escalade depuis que les États-Unis ont entrepris il y a cinq ans de provoquer un changement de régime en Syrie ou un renversement total du gouvernement syrien dûment élu et reconnu internationalement.

Voici quelques faits au sujet des frappes :

1. Les frappes ont tué au moins 82 soldats syriens et blessé une centaine d'autres. Il s'agit du plus important nombre de victimes suite à des frappes américaines contre quelque cible que ce soit en Syrie depuis que les États-Unis ont annoncé leur « guerre contre l'EI ».
2. Les frappes n'ont infligé aucune victime connue au sein de l'EI, la cible déclarée des États-Unis.
3. Les États-Unis n'ont présenté aucune preuve qu'ils avaient alerté leurs homologues russes, tel que stipulé par l'entente. En fait, l'action conjointe contre l'EI ne devait avoir lieu que dans deux jours, ce qui porte à soupçonner que l'attaque par les États-Unis est en violation flagrante des termes de l'entente.
4. Des soldats syriens disent avoir vu des drones de reconnaissance le jour précédent.

5. Les combattants de l'EI étaient prêts à attaquer les unités de l'armée syrienne aussitôt que les frappes aériennes des États-Unis ont pris fin. Comment pouvaient-ils savoir à quel moment les frappes cesseraient ?

6. Si, d'une part, la présence militaire russe en Syrie est légale puisqu'elle a été invitée par l'État souverain de la Syrie, celle des États-Unis est illégale puisqu'elle n'a jamais été approuvée, ni par le gouvernement syrien, ni par les Nations unies. Toute action militaire de la part des États-Unis en Syrie constitue donc une invasion illégale du territoire syrien, et doit prendre fin immédiatement. Suite aux frappes par les États-Unis, les Russes ont demandé une réunion au Conseil de sécurité des Nations unies pour discuter de la violation par les États-Unis de l'entente sur la cessation des hostilités ainsi que de l'accord de Genève sur la Syrie. L'ambassadrice américaine, Samantha Power, a choisi de boycotter cette réunion et a plutôt tenu une conférence de presse à l'extérieur de la réunion, où elle a d'emblée accusé les Russes d'avoir attaqué des civils, des écoles et des hôpitaux en Syrie, en plus de les accuser, non sans ironie, d'hypocrisie et de dire de la réunion qu'il s'agissait d'un « coup monté ». Elle a traité de façon cavalière le meurtre de près d'une centaine de Syriens. L'indignation de Power était nettement à l'intention d'un auditoire américain ou de quiconque trouve acceptable son sarcasme et son rejet du forum international.



Au lendemain de ces frappes, le 19 septembre, un convoi d'aide des Nations unies a été frappé alors qu'il passait par les territoires d'Alep occupés par l'opposition. Dix-huit travailleurs ont été tués. Une vidéo des débris a été publiée en ligne par les « casques blancs », un ONG appuyé par les États-Unis qui opère uniquement dans les territoires occupés par l'EI et Al Qaeda. Les États-Unis ont immédiatement tenu les forces aériennes syriennes responsables, ensuite les forces aériennes russes, et finalement, les « Russes » tout court, qui, après quelques heures de silence, ont publié des séquences vidéo prises par drone montrant un camion armé de mortiers filant à proximité du convoi alors que celui-ci entrait en territoire hostile. La Russie a affirmé que ni elle ni les Syriens n'étaient à proximité de la région du convoi et qu'une enquête devra faire la lumière sur cet incident.

Les États-Unis n'agissent plus par le biais d'intermédiaires en Syrie. Dorénavant, ils interviennent directement. C'est la deuxième fois en autant de mois qu'ils tuent près de 100 Syriens par frappes aériennes. Ils ont trahi un traité durement négocié et l'ambassadrice des États-Unis, Samantha Power, confrontée à cette trahison, a choisi plutôt de s'en prendre au messenger.

Il est clair que les États-Unis n'ont pas abandonné leurs ambitions de renverser le gouvernement reconnu internationalement de la Syrie. Les concepteurs du Pentagone ont bafoué le droit international ainsi que tous les engagements diplomatiques des États-Unis à l'égard de la Syrie. Ils veulent à tout prix que la situation ne soit pas résolue avant l'inauguration d'un nouveau président.

Quelques jours après avoir massacré des soldats syriens près de Deir ez-Zor, les États-Unis ont tenté d'intégrer 300 troupes des Forces spéciales à des factions de l'Armée syrienne libre appuyées par la Turquie dans la ville de Ra'i près de la frontière turque. Les américains ont été repoussés par un groupe d'hommes en colère. Plus tard dans la journée, des bombardiers américains ont « accidentellement » mené des frappes contre une ville avoisinante où les organisations étaient cantonnées. Peu de temps après, les Forces spéciales des États-Unis sont retournées à la ville de Ra'i pour y joindre les groupes restants de l'Armée libre syrienne.

Les États-Unis retardent la mise en oeuvre intégrale de la cessation des hostilités et n'ont, de toute évidence, aucune intention de respecter une trêve, quelle qu'elle soit. L'armée syrienne, pour sa part, s'est retirée des alentours d'Alep, mais les États-Unis ne sont pas sérieux lorsqu'ils prétendent tenter de séparer les soi-disant modérés des mercenaires d'Al Nusra/Al Qaeda.

La négociation était une fraude et maintenant les États-Unis continuent de gagner du temps afin de consolider leurs intermédiaires et mettre davantage de soldats américains sur le terrain. Le Pentagone est en train de préparer le terrain à un conflit armé ouvert contre le gouvernement légitime de la Syrie (tout en augmentant les risques d'une guerre avec la Russie) et en exacerbant la terrible crise humanitaire du peuple syrien.

Il est temps que cette situation prenne fin !

*Ne touchez pas à la Syrie !
États-Unis, hors du Moyen-Orient !*

(Traduit de l'anglais par LML)



Les «Casques blancs» : un groupe suspect proposé pour le Prix Nobel de la paix

Une grande campagne de désinformation qui s'inscrit dans les efforts des États-Unis pour imposer un changement de régime en Syrie a mené à des appels, notamment au Canada, à proposer un groupe suspect pour le Prix Nobel de la paix. Le groupe en question s'appelle « Casques blancs » ou parfois « Défense civile de Syrie ».

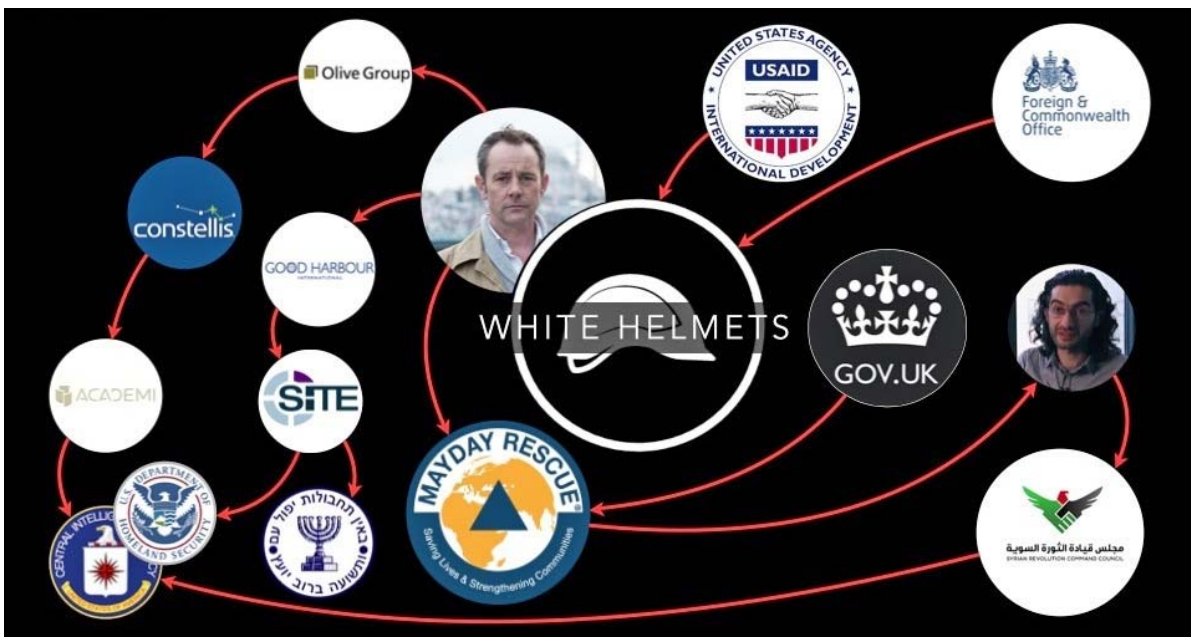
Les « Casques blancs » ont été créés en 2013 par James Le Mesurier, un entrepreneur militaire britannique privé, conseiller au Foreign Office et ancien officier du renseignement militaire, au moment où les États-Unis et la Grande-Bretagne finançaient des individus choisis dans les zones de la Syrie détenues par les rebelles pour aller suivre une formation en « opérations de sauvetage » en Turquie. L'organisation Casques blancs est soutenue par la fondation créée par Le Mesurier appelée Mayday Rescue qui opère dans les Pays-Bas, à Dubaï, en Jordanie et en Turquie.



Contrairement aux organisations reconnues de secours et d'aide humanitaire comme le Croissant rouge syrien, le groupe en question opère uniquement dans des zones contrôlées par des groupes terroristes, comme à Idlib qui est sous le contrôle du front al-Nusra, affilié à al-Qaïda, et des secteurs d'Alep. Selon le département d'État américain, le groupe a reçu au moins 23 millions \$ du gouvernement américain mais le Foreign Office britannique serait la source de son plus important soutien financier. Les Casques blancs préconisent la création d'une « zone d'interdiction de vol » comme cela s'est fait en Libye en 2011.

Tout permet de croire que ce groupe joue le même rôle que ceux qui ont propagé des récits au sujet de bébés arrachés des incubateurs par des soldats irakiens au Koweït durant les événements qui ont mené à la première guerre en Irak en 1991 et ceux qui ont propagé les faux rapports de massacres de civils immédiatement avant l'invasion de la Libye par l'OTAN en 2011. Ils ont eu pleine latitude dans la presse impérialiste américaine et ont joué un rôle important dans les fabrications propagées sur les médias sociaux pour créer des prétextes pour l'intervention contre le gouvernement syrien. Après l'attentat du 20 septembre contre un convoi humanitaire de l'ONU et du Croissant rouge syrien à Alep, des vidéos rendues publiques par les « Casques blancs » ont permis pour un certain temps aux États-Unis d'accuser l'armée syrienne et la Russie. Bref, ils font partie de la politique guerrière, pas de l'effort de paix, de la défense des civils ou de l'aide humanitaire. Les gens au Canada devraient se méfier des appuis que reçoit ce groupe du gouvernement Trudeau et du Nouveau Parti démocratique. Un film faisant la promotion des Casques blancs a été distribué sur Netflix au début de septembre, pour coïncider avec le début de la campagne pour le Prix Nobel de la paix.

Le fait que le Prix Nobel de la paix ait été décerné à des gens comme le président américain Barack Obama, sous la gouverne duquel il y a eu plus de guerres que sous celle de Bush et qui a fait de l'assassinat par drone le pilier de la politique étrangère des États-Unis, en dit déjà long sur le rapport entre ce prix et la paix. Soutenir le terrorisme d'État au nom de la paix est sûrement le plus bas qu'on puisse aller, et vouloir maintenant décerner ce prix aux « Casques blancs » serait sans doute fidèle à la tradition.



Infographie produite par le site britannique UKCOLUMN sur les liens entre les Casques blancs et d'autres organisations.

Un exemple : la photo « devenue virale » d'un petit garçon sur une chaise orange

En août, une photo et une vidéo l'accompagnant ont été propagées sur les médias sociaux et dans la presse monopoliste où l'on voit un petit garçon qui a l'air gravement blessé assis seul dans une ambulance. Parmi les innombrables images de Syriens blessés, notamment à Alep, par suite d'attaques des forces terroristes, on a choisi celle-là prise prétendument lors d'une opération de secours des Casques blancs, dans le contexte de la campagne pour le Prix Nobel de la paix.

Sur la vidéo on voit une dizaine d'hommes autour d'une ambulance vide. Puis l'un d'entre eux apporte l'enfant qui semble avoir été tiré des décombres, le place dans l'ambulance et ressort, laissant la voie aux photographes. Plutôt que de vérifier ses blessures, l'intervenant le laisse assis tout droit sur le fauteuil pendant qu'il est photographié. L'enfant se touche la tête là où il a l'apparence de blessure sans réagir ni pleurer. Un autre enfant est ensuite amené et des personnes s'attroupent pour prendre d'autres photos avant que les portes ne se ferment.

Le photographe qui a diffusé ces images est identifié comme étant Mahmoud Rslan. On a trouvé par la suite que cet homme est associé au groupe terroriste soutenu par les États-Unis appelé Mouvement Nour al-Din al-Zenki, qui a publié une vidéo en juillet où l'on voit ses combattants décapiter un enfant palestinien pour avoir soutenu le gouvernement syrien.

Voir : « ["Is the Man Who Took Viral Syrian Boy Photo Linked with Killers?"](#) » TeleSUR, 19 août 2016



Appuyons tous le droit d'être des nations autochtones

La réconciliation doit être plus que symbolique

- Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique -

Le lundi 26 septembre, dans le cadre de l'itinéraire de la tournée royale, l'honorable Judith Guichon, lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique [a été l'hôte de] la cérémonie de la verge noire à la Maison du gouvernement. L'honorable juge Steven Point - Xwe l qwel tel- [a appuyé officiellement] la cérémonie. [Le président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique (UCICB)], le grand chef Phillip, a été invité à participer activement à la cérémonie de la verge noire en remettant l'anneau de la réconciliation à Son Altesse royale et en l'invitant à apposer l'anneau sur la verge noire. La verge noire est une canne cérémoniale utilisée durant les occasions formelles lorsque le monarque ou son représentant provincial, le lieutenant-gouverneur, est présent à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Les matériaux et les symboles apposés sur la verge sont représentatifs de la province et de sa relation avec la Couronne.



La semaine dernière, l'UCICB a tenu sa 48e assemblée générale annuelle (AGA) au centre communautaire de Musqueam, x^wməθk^wəyəm (territoire de Musqueam).

Le grand chef Stewart Phillip, le président de l'UCICB, a déclaré : « Après trois journées intenses de discussions et de débats au cours de notre AGA, j'ai soumis aux chefs réunis en assemblée la question de ma participation à la cérémonie de la verge noire. Une nette majorité de chefs réunis en assemblée ont convenu, face à l'hésitation du gouvernement Trudeau à donner suite à ses engagements électoraux et à l'intransigeance du gouvernement de la Colombie-Britannique face à sa responsabilité de mettre en oeuvre les quatre principes découlant de la décision historique de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Tsilhqot'in, qu'il ne serait pas approprié pour moi de participer en ce moment à une cérémonie de « réconciliation ».

Le chef Robert Chamberlin, vice-président de l'UCICB, a dit : « Au Canada, on demande et on s'attend à ce que les gouvernements fédéral et provinciaux défendent l'honneur de la Couronne. L'approche du gouvernement de la Colombie-Britannique d'accélérer la construction du barrage du site C 'à un point de non-retour' et les tactiques des conservateurs de retarder les choses et de tout contester devant les tribunaux que le gouvernement Trudeau reprend à son compte dans son traitement de l'affaire T'aaq-wiihak, la mise en oeuvre des droits de pêche des Nuuchah-nulth, sont deux exemples récents qui démontrent pourquoi les Premières Nations se retrouvent devant les tribunaux afin d'obliger les gouvernements à défendre l'honneur de la Couronne. »



Kukpi7 Judy Wilson, la secrétaire-trésorière de l'UCICB, a fait la remarque suivante : « Le gouvernement Trudeau et le gouvernement de la Colombie-Britannique citent le nombre d'accords conclus avec les Premières Nations, parlent des nombreuses questions qui doivent être abordées et font au nom de la réconciliation des promesses de jours meilleurs à venir mais leurs actions aujourd'hui sont la preuve du contraire. Il n'y a pas de véritable reconnaissance des titres et des droits autochtones ni de respect des droits issus de traités en ce qui concerne le site C, Enbridge, Kinder Morgan ou l'île Lelu. Il n'existe que des processus alourdis par la

conviction des gouvernements que nos titres et nos droits n'existent pas sauf si nous gagnons en cour ou négocions un traité. »

Le grand chef Phillip a conclu : « Avec l'accroissement de la pauvreté parmi nos communautés, le souvenir des femmes et filles autochtones disparues et assassinées et les politiques continues de négligence envers le bien-être des enfants autochtones à travers ce pays, je ne peux pas, en bonne conscience, participer à la cérémonie de la verge noire. La souffrance dans nos communautés est trop grande. Je présente mes excuses pour tout inconvénient que notre décision a pu causer. Nous ne voulons pas manquer de respect. C'est une question de principe. »

(Le 26 septembre 2016)



Les 15 accusés Onondaga face à des machinations dans leur lutte pour obtenir réparation de l'État de New York

THE #ONONDAGA15 NEED YOUR SUPPORT NOW!



THE ONONDAGA 15 ARE RESISTING ONGOING STATE REPRESSION, HARASSMENT, & THREATS & CONTINUE TO SPEAK ABOUT WHAT HAPPENED TO THEM IN 1997. THEY ARE NOW TAKING THE NYS TROOPERS "I-81 INDIAN DETAIL" WHO BRUTALIZED THEM TO COURT & HAVE BEEN LARGELY INVIZIBILIZED. HELP SPREAD THE WORD TO SUPPORT THESE RESISTORS! YOUTUBE SEARCH: "NYS POLICE ASSAULT AND BEATING AT ONONDAGA NATION" DON'T LET THEM FIGHT ALONE! WWW.MOHAWKNATIONNEWS.COM FOR MORE INFO

Les 15 d'Onondaga sont des membres des nations autochtones qui luttent pour obtenir réparation dans une poursuite civile contre le gouvernement de l'État de New York pour une affaire de brutalité policière contre eux et d'autres personnes il y a près de 20 ans. L'affaire remonte au 18 mai 1997, lors d'un tabassage horrible par les policiers de l'État de New York, l'escouade spéciale du « bataillon indien I-81 ». Plusieurs ont été arrêtés, y compris un jeune de 11 ans et une fille de 14 ans qui a été projetée brutalement au sol. Leur poursuite civile contre le gouvernement a commencé le 20 septembre à Syracuse, New York, avec la sélection du jury et les 15 qui se défendent seuls en cour. Ils exigent que l'État assume la responsabilité pour sa brutalité, les sévices infligés, y compris aux femmes et aux enfants, ainsi que la douleur et les souffrances émotionnelles qui en découlent.

En 1997, de nombreuses nations, y compris les Onondaga et les Seneca, ont organisé des actions pour s'opposer aux efforts déployés par l'État de New York d'imposer des taxes sur les ventes de cigarettes sur les terres autochtones. Ces taxes sont un moyen pour l'État de freiner le développement économique indépendant des peuples autochtones, dans ce cas, la nation mohawk, et de fournir à l'État un moyen de s'ingérer constamment dans leurs affaires. Les forces policières de l'État ont utilisé la force brutale, mais la résistance sur une grande échelle a réussi à faire échouer la tentative d'imposer des taxes.

En ce qui concerne les 15 d'Onondaga, l'État a tenté de dissimuler la brutalité et a empêché pendant des années que le procès ait lieu. L'État a eu recours aux méthodes les plus perfides et

sans scrupules pour empêcher que la vérité soit connue et que justice soit faite. Au lieu de cela, il a tenté d'obtenir un règlement hors-cour où l'État ne reconnaît aucune faute et impose une ordonnance de non-publication à toutes les parties concernées. Plus tôt cette année, 76 des 98 manifestants originels qui ont initié la poursuite ont accepté un règlement de 2,7 millions \$, moins les frais judiciaires et les honoraires d'avocats. Les 15 ont refusé de régler et luttent pour obtenir réparation et pour que soient révélées au grand jour la brutalité policière et l'impunité du gouvernement qui a utilisé la force contre les manifestants.



Attaque brutale de la police sur les terres d'Onondaga le 18 mai 1997

Le juge du procès, Frederick J. Scullin, a mis des bâtons dans les roues des 15. Il a refusé de permettre la diffusion d'une vidéo montrant clairement l'assaut violent d'au moins 80 officiers de police armés de l'État contre environ 100 à 120 manifestants. Comme le rapporte *Mohawk Nation News* (MNN), « la vidéo montrant la police explique tout. Nous n'étions pas sur l'autoroute [*Interstate-81*. En fait, ils étaient debout sur la propriété appartenant à l'un des manifestants. Même les policiers avouent qu'ils ne leur ont pas ordonné de se disperser -note du LML]. Les policiers armés jusqu'aux dents ont envahi la propriété privée et nous ont battus avec des matraques. Nous voulons être entendus en cour sur la base

du mérite, et non sur la base des procédures qui sont mises en place pour nous isoler. » Ces procédures comprennent le report de la réunion préparatoire au procès sans en avvertir les personnes touchées, certains étant venus du Québec et de l'Oklahoma pour se faire dire qu'il n'y avait pas de réunion. Le juge Scullin a également ordonné à leurs avocats de ne plus représenter les 15 parce qu'ils n'acceptaient pas le règlement hors-cour et refusaient d'abandonner les accusations.

Les 15 d'Onondaga ont fait part d'autres difficultés qu'ils ont affrontées dans la tenue du procès. Le juge Scullin a bloqué à plusieurs reprises les questions des demandeurs aux témoins. *MNN* rapporte que « Scullin a regardé pendant une seconde les questions et les a toutes rejetées sans explication. Une altercation s'en est suivie. Scullin a ordonné [au demandeur] de quitter la salle d'audience » et a ordonné au jury d'en faire autant. Le demandeur en question a été bousculé par un gardien qui lui a ensuite lancé une insulte raciste. *MNN* déclare : « Il semble que la cour tente de saboter la cause, en espérant que le jury donnera une décision qui sera favorable aux forces policières de l'État ayant commis ces crimes. »

Les 15 soulignent qu' « un procès équitable doit leur être accordé », comme à « toute autre personne au monde, sur la base du mérite, non pas sur la base de procédures artificielles ». En plus de minimiser délibérément le nombre des demandeurs à 15, pour réduire au minimum les justes demandes de ceux qui ont été brutalisés, le juge a limité chacun à une déclaration devant la cour de seulement cinq minutes. De plus ils sont censés être en mesure d'identifier chacun des policiers de l'État, bien que la plupart portaient casque et visière et que leur insigne de police n'était pas visible ; de plus, ceux qui ont été battus étaient cloués au sol tout en essayant de se protéger. Une personne a eu le dos brisé, une autre un ligament déchiré et d'autres ont été sévèrement battus.

Selon les rapports des manifestants, les assaillants ont reçu comme directive de ne « parler à personne et de les faire quitter les lieux par tous les moyens. » Ils ont mené l'assaut sans

avertissement. L'un d'eux a essayé d'arrêter un bébé de trois mois qui se trouvait dans son siège de bébé dans une voiture. Comme le rapporte *MNN*, « le policier a tiré le bébé de son siège et l'a balancé dans les airs comme un appât pour attirer sa mère. Celle-ci essayait désespérément de sauver ses deux autres jeunes enfants de l'attaque brutale. » Une autre femme a sauvé le bébé. L'article du *MNN* continue : « Une jeune fille de 10 ans tenait un bol de tabac pour la cérémonie autour du feu. Le policier a frappé violemment la femme qui s'occupait du feu, puis s'est mis à courir après l'enfant pour lui enlever le bol. Le policier a saisi la femme par les cheveux. Elle s'est échappée, a couru vers une voiture et a crié : 'Ils vont nous tuer !' Toute sa famille avait été enlevée. Plusieurs personnes l'ont emmenée dans les bois pour terminer la cérémonie, sous les cris terrifiés d'enfants battus. »

Un inspecteur de la police de l'État, qui dirigeait une enquête sur les affaires internes, a dit qu'on l'a démis de ses fonctions parce qu'il était trop agressif dans son interrogatoire des commandants policiers et mettait en doute leurs affirmations. Autre exemple de la façon dont l'État fomente et sanctionne l'impunité et la brutalité de ceux qui la commettent, le capitaine qui a ordonné l'attaque, George Beach, a maintenant été nommé surintendant de la police de l'État de New York. Le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, l'a nommé à ce poste en juin et le sénat de l'État a confirmé récemment sa nomination.

Cette affaire, comme celle de Standing Rock, ainsi que les meurtres par les policiers de Tulsa et Charlotte, sont révélateurs du racisme et de la brutalité de l'État américain. Les conditions d'aujourd'hui révèlent de plus en plus que l'élite dirigeante impérialiste américaine n'a pas de solutions et que l'usage de la force est le premier et souvent le seul choix.

LML condamne la brutalité de l'État américain raciste et toutes les ruses utilisées pour mettre un frein à la lutte pour obtenir justice et réparation. Il appelle tout le monde à appuyer les 15 d'Onondaga en popularisant leur lutte. Tous ceux qui sont en mesure de le faire devraient assister au procès qui se tiendra au 100 rue Clinton sud, à Syracuse, dans l'État de New York, aux États-Unis. Pour des mises à jour régulières sur la lutte des 15 d'Onondaga pour obtenir réparation, lire *Mohawk Nation News*.

(Sources : *Voice of Revolution*, *Mohawk Nation News*, *Syracuse.com*)



Les Sioux Standing Rock au Dakota du Nord défendent fermement les droits émanant de traités

Les membres de la tribu Sioux Standing Rock, accompagnés par 280 autres tribus, des organisations de fermiers et d'autres organisations luttent de pied ferme sur leurs campements Sacred Stones et Red Warrior, demandant que leurs droits provenant de traités soient respectés et que cesse la construction de l'oléoduc Dakota Access. Cette résistance a fait en sorte que le gouvernement fédéral américain a temporairement cessé la construction des sections qui sont situées près de Standing Rock au Dakota du Nord alors qu'il poursuit la construction ailleurs.



Campement Sacred Stones, drapeaux de plusieurs nations à la Marche pour l'eau

Les campements le long des rives du lac Oahe au Dakota du Nord sont en croissance constante depuis avril et comptent plus de 6 000 personnes. Des manifestations d'appui ont eu lieu partout aux États-Unis, au Canada et dans le monde. Tous se sont dressés pour protéger et assurer de l'eau potable pour des millions de gens, alors que l'oléoduc traverse la rivière Missouri et le lac Oahe, et pour protéger des lieux sacrés de sépulture. La réunion de ces multiples tribus est la plus grande depuis Wounded Knee en 1973. Ils mettent de l'avant une position unie en tant que protecteurs de l'eau et défenseurs du droit d'être de toutes les nations autochtones.



Des nations autochtones provenant d'aussi loin que le nord de l'Alaska participent à une « Pagaie pour Standing Rock », les 8 et 9 septembre 2016.

La résistance déterminée continue de recueillir un vaste appui. Le 3 septembre, les gens pacifiquement réunis au campement ont affronté une attaque brutale de mercenaires privés qui les ont violemment attaqués avec des chiens et du poivre de Cayenne. Une femme enceinte et un enfant font partie des blessés. Le monopole de la sécurité G4S, notoirement inhumain et connu pour le traitement horrible des immigrants dans des camps de détention aux États-Unis et des Palestiniens, faisait partie de la force mercenaire. Les mercenaires n'ont pas été arrêtés ou punis.

Le gouverneur du Dakota du Nord a appelé la Garde nationale et instauré des points de contrôle sur les autoroutes. Des hommes armés obligent tout le monde à s'arrêter et les questionnent et forcent plusieurs personnes à faire un détour. Des gens sont injustement arrêtés alors que les gens sur le campement tiennent bon et mènent des actions contre les bulldozers et les autres tentatives qui sont faites pour procéder à la construction.

L'oléoduc Dakota Access proposé, d'une valeur de 3,8 milliards \$, s'étend sur 1885 kilomètres et quatre États. S'il est construit, on estime qu'il va transporter 470 000 barils par jour de pétrole de fracturation hautement toxique et inflammable du Dakota du Nord à l'Illinois, avec la capacité d'expédier 570 000 barils quotidiennement. Le pétrole sera ensuite expédié au Texas, en partie pour l'exportation. Le tracé proposé de l'oléoduc traverse la rivière Missouri et le lac Oahe, qui approvisionnent en eau non seulement les Sioux, mais des millions d'autres personnes. Le gouvernement n'a pas consulté les Sioux Standing Rock, tel que requis par traité, et n'a pas mené l'étude d'impact environnementale requise, qui traite à la fois de l'impact humain et naturel de

l'oléoduc.



Les monopoles qui sont derrière l'oléoduc Dakota Access en ont déjà construit des sections, forçant de nombreux agriculteurs à abandonner leurs terres. Le gouvernement invoque la « propriété éminente », un pouvoir du gouvernement américain de prendre la propriété privée ou un terrain pour un usage public, pour s'emparer des terres agricoles et les remettre aux monopoles pétroliers afin que l'oléoduc puisse passer. Les agriculteurs de l'Iowa s'opposent à l'oléoduc devant les tribunaux et demandent la fin de la saisie de leurs terres.

LML salue la résistance déterminée à Standing Rock et condamne l'usage de la force contre ceux qui défendent leurs droits, l'eau potable et l'environnement tandis que le droit de monopole est protégé par cette même force.



Marche pour l'eau à Edmonton en appui aux Sioux Standing Rock, le 9 septembre 2016



Washington, 14 septembre 2016



Rassemblement à Chicago, 12 septembre 2016



Oakland, 14 septembre 2016



Saxton, Alaska, 19 septembre 2016

(Photos ; C.L. Cheyenne, C. Lautre, Deegan, LML, 360.org, L. Flora, Kehrt, KRBD)



**Résistance militante à la criminalisation de la lutte du peuple
pour ses droits aux États-Unis**

Salut à la résistance contre la tuerie policière et l'impunité à Charlotte

- Voice of Revolution -

Des centaines de personnes à Charlotte en Caroline du Nord, continuent de manifester contre la tuerie policière et l'impunité. La police a fait feu et tué un noir, Keith Lamont Scott, 43 ans [le 20 septembre]. Des manifestations ont eu lieu presque immédiatement et se sont poursuivies durant plusieurs jours. Les manifestants demandent que soit publiée la vidéo de la police et ils obtiendront vraisemblablement gain de cause.[1] Mais plus que cela, ils demandent la fin de la violence policière. Ils demandent que leurs droits en tant qu'êtres humains soient respectés.



Les manifestations unissent tous ceux qui sont concernés en appelant à mettre fin à une situation où des individus coupables d'aucun crime et ne menaçant personne peuvent être tués tandis que la police, du plus haut au plus bas échelon, n'est pas tenue responsable. Une telle impunité contribue à la violence rampante par la police partout au pays. L'assassinat à Charlotte fait suite à Tulsa, qui a fait suite à des dizaines d'autres.

À Tulsa, l'officier de police, qui est une femme, a été accusé d'homicide involontaire. Le gouvernement prétend que cela va amener la justice. Toutefois, des études récentes ont montré que même lorsque des policiers sont accusés, ce qui est très rare, ils sont encore plus rarement condamnés. Cette impunité dans l'utilisation de la force injustifiée et meurtrière contre le peuple est centrale dans la lutte à Charlotte, comme elle l'a été à Ferguson, Baltimore, Chicago, Baton Rouge et ailleurs.

La préoccupation plus large qui anime plusieurs est que compte tenu de l'impunité du gouvernement de déclencher la violence et la force mortelle, il n'y aura pas de justice ou de paix. Même une condamnation à Tulsa ne changera pas la réalité qu'on ne peut se fier sur le gouvernement pour traiter du problème de son propre racisme et de sa propre violence, encore moins pour les éliminer. On le voit encore plus à la réponse militarisée qui est donnée aux manifestants et à leur criminalisation. Les manifestants font constamment face à une démonstration de force, la police portant un équipement de combat et utilisant le gaz lacrymogène, qui est illégal en tant qu'arme chimique pour la guerre mais pas dans les rues des États-Unis. Pourquoi la réponse à la manifestation contre la violence policière est-elle toujours plus de violence policière ? Il en est ainsi parce que les dirigeants n'ont pas de solutions aux problèmes sociaux et la force est leur premier et seul recours. Cela montre que le gouvernement est dysfonctionnel et illégitime. Sa violence ne fera qu'augmenter.



Dans l'exemple de Charlotte, on assiste à beaucoup de spéculation autour de la question : est-ce que l'individu était armé ou non. La police bien sûr a dit qu'il l'était. Mais même si c'est le cas, comment la simple présence d'une arme justifie-t-elle la mort de l'homme ? La vidéo qui a été rendue publique ne le montre pas en train de menacer la police, ou de la charger ou rien d'autre du genre. Le niveau d'impunité et de violence qui a été déchaînée par le gouvernement, au pays et à l'étranger, où des gens sont bombardés et assassinés avec des drones, est tel qu'il n'y a pas besoin de menace. Les drones meurtriers et les policiers meurtriers représentent un génocide de la part du gouvernement. La militarisation de la police et de la vie en général est telle que les gens sont perçus comme des ennemis et ce sont les Afro-Américains et les Portoricains qui sont les plus touchés par cette la brutalité au pays. Une nouvelle direction qui repose sur la défense des

droits et l'élimination du recours à la force est requise. C'est sur le peuple lui-même qu'on peut compter pour établir cette justice.

Note

1. La vidéo a été publiée le 24 septembre.

(24 septembre 2016. Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis.)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca